

## OUVERTURE DU SALON DE L'AUTOMOBILE

## Du rêve souvent inaccessible !

**Petites ou grandes, elles étaient toutes là à l'ouverture du 13<sup>e</sup> Salon international de l'automobile. Les voitures font leur show offrant du rêve, souvent inaccessible aux visiteurs.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Quelques minutes après l'ouverture du Salon de l'automobile, beaucoup d'exposants s'affairaient encore à mettre de l'ordre au niveau de leur stand. D'autres donnaient les dernières directives à leurs hôtesses et autre force de vente.

L'objectif est tracé : tenter de vendre un maximum de voitures. Un pari difficile dans un contexte marqué par la suppression du très populaire crédit automobile. La présence de quelques banques au Salon a redonné espoir à quelques visiteurs qui ont rapidement désenchanté.

Les représentants des établissements financiers ne proposent que le leasing pour les professionnels. Les particuliers ne peuvent acquérir une voiture que grâce à une formule : le paiement cash.

Tous ceux qui attendaient le Salon pour profiter

des offres spéciales et autres remises ne pourront pas forcément s'offrir l'objet de leurs rêves.

Cela ne les empêche pas de flâner dans les stands. Ils approchent de plus près la voiture qu'ils comptaient acheter, posent des questions à des hôtesses disponibles, regardent sous le capot puis jettent un œil à l'affichette sur laquelle est inscrit le prix. Ils reprennent alors contact avec la réalité.

Une réalité que reconnaissent les concessionnaires.

Les différentes taxes frappant les véhicules, la suppression du crédit à la consommation et l'interdiction du port d'Alger au débarquement des véhicules. Autant de dispositions qui ont porté un coup dur à l'activité.

Bon an, mal an, le Salon attire tout de même pas moins de 20 000 visiteurs entre professionnels et grand public. Cette année,

ils seront 37 à exposer leurs véhicules sur une surface totale de 19 350 m<sup>2</sup>, soit une augmentation à hauteur de 10 % par rapport à l'édition précédente.

Hormis quelques concessionnaires qui exposent des nouveautés, la majorité des représentants des grandes marques se contentent de mettre en scène des modèles pas du tout récent, ce qui est en totale contradiction avec l'esprit d'un Salon qui, par définition, doit permettre de découvrir des prototypes ou des modèles en avant-première, à moins que le Salon d'Alger ne mérite davantage l'appellation de foire qui, elle, est purement commerciale. Quoiqu'il en soit, les



Photo : Samir Sid

Objectif : vendre un maximum de voitures.

férés de voitures ont jusqu'au 10 octobre pour s'y rendre. Les portes de la Société algérienne des foires et exportations (Safex) sont ouvertes au public tous les jours de 11h à 18h.

N. I.

## PRIVATISATION RATÉE D'UN FLEURON DE L'HÔTELLERIE

## Hamid Temmar interpellé par un député de Annaba

**Dans une question écrite adressée au ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements (MIPI), Hamid Temmar, le député de Annaba, Bouchareb Mohamed Salah, s'interroge sur le devenir des 25 travailleurs de l'hôtel d'Orient, la plus importante infrastructure d'accueil à Annaba, depuis sa construction au début du siècle dernier, jusqu'au milieu des années 1970, livrés à eux-mêmes après le renoncement du repreneur, le nommé Atia Salah, qui ne semble plus intéressé par cette acquisition, refusant même de parapher l'acte de propriété. La rétrocession est intervenue dans le cadre d'une privatisation, le 13 février 2006, et l'acquéreur avait exploité l'hôtel depuis cette date jusqu'au 2 décembre 2007, correspondant à la date de son désistement, sans que l'opération soit juridiquement réalisée.**

Dans cette correspondance, dont une copie ainsi que la réponse du ministre ont été adressées au bureau du *Soir d'Algérie*, le député voudrait connaître la solution proposée pour sauver cette infrastructure délaissée aujourd'hui par son acquéreur et qui active encore, grâce à la volonté de son personnel, «mais d'une façon non conforme à la loi», souligne-t-il.

Comme il estime que le traitement du dossier par la justice «n'a pas donné de résultats probants à ce

jour», soulignant que «si la situation perdure, elle aura raison de l'existence même de cette infrastructure hôtelière». La réponse du ministre, qui ne tranche pas définitivement, fait l'histoire de cette privatisation.

Il indique qu'après épuisement de toutes les voies et moyens pour amener le concerné à respecter ses engagements, à travers le règlement de ce contentieux à l'amiable, l'EGT Annaba a porté l'affaire devant la justice. Entre-temps, et après une réunion au siège du

MIPI, il a été suggéré à cette entreprise de gestion touristique d'entreprendre, parallèlement, la constitution d'un dossier et de solliciter sa prise en charge par un conseiller juridique, afin de mettre un terme à l'engagement du repreneur et récupérer ainsi l'hôtel en litige.

Se prononçant dans cette affaire, en date du 29 novembre 2008, la justice a ordonné au repreneur d'honorer ses engagements par l'acquittement des sommes dues et des intérêts ainsi que des dommages au profit de l'EGT Annaba.

Se référant à une correspondance de cette dernière, le ministre relève, dans sa réponse au député, que le bénéficiaire de la privatisation a entamé un début d'exécution de la décision de justice en paraphant l'acte de propriété et en remettant un chèque de 60 millions de dinars, représentant une avance de 30 % de la valeur de l'hôtel, estimée à 200 millions de dinars. L'acquéreur est encore

redevable au Trésor public d'une somme de 170 742 240 DA, représentant trois échéances, dont la date a expiré, ainsi que les intérêts pour les années 2006, 2007 et 2008 avec leurs intérêts en plus des pénalités de retard, est-il encore précisé dans la réponse du ministre.

Et de suggérer, enfin, que dans l'impossibilité pour l'acquéreur d'honorer ses créances, l'EGT Annaba introduise une plainte devant la justice pour récupérer son bien et entamer une nouvelle démarche pour sa privatisation.

Entre-temps, les travailleurs de cette infrastructure hôtelière, qui ne sont pas déclarés à la sécurité sociale, depuis le début de la rétrocession qui a foiré, et dont l'avenir est incertain, devront prendre leur mal en patience et supporter toutes les dépenses inhérentes à l'exploitation de leur outil de travail.

A. Bouacha

## JOURNÉE

## DE LA MÉTROLOGIE

## Objectif : fabriquer localement

L'Algérie importe beaucoup en matière d'outils de métrologie. Ce qui génère une facture trop lourde de l'avis de M. Khaznadji, directeur de l'Office national de métrologie légale (ONML). S'exprimant hier en marge de la 13<sup>e</sup> Journée de la métrologie légale, M. Khaznadji a expliqué que depuis le début de l'année en cours jusqu'à août dernier, 1 855 visas ont été délivrés pour les importateurs d'instrument de mesure. Soit 1 855 containers qui ont débarqué dans notre pays. Dans le souci de réduire cette facture, le directeur de l'Office a invité les entreprises nationales à investir dans la fabrication d'appareils de poids et de mesure dans le but de «gagner du temps et de l'argent». L'intervenant a également appelé à l'établissement d'un accord entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques permettant de développer une industrie de fabrication d'outils de métrologie. M. Khaznadji a souligné que la recette parafiscale versée par son entreprise au Trésor public au cours de cette année s'élève à plus de 66 millions de dinars. Quant au budget de l'ONML pour la même année, il est de plus de 188 millions de dinars.

S. A.

## ARTICLES SCOLAIRES

## 15 % des produits sur le marché sont contrefaits, selon l'UGCCA

**L'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) met en garde contre la présence sur le marché d'une quantité importante d'articles scolaires contrefaits.**

**F.-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Selon M. Boulénouar, porte-parole de l'UGCAA, la prolifération des commerces anarchiques et illicites est responsable de la présence sur le marché, depuis quelques semaines, d'articles scolaires contrefaits. Aussi, les commerçants lancent-ils un appel aux responsables des collectivités locales, aux parents d'élèves et

aux responsables des établissements scolaires pour les sensibiliser sur les dangers que représentent ces produits, normalement interdits.

Selon les statistiques avancées par l'UGCAA, près de 15 % des articles scolaires mis sur le marché sont contrefaits. «Il s'agit d'une quantité importante de produits qui sont nuisibles à la santé des

enfants», souligne M. Boulénouar. Le porte-parole de l'UGCAA dira, à ce propos, que ce chiffre a connu tout de même une baisse depuis l'année dernière, suite au travail de contrôle effectué par les éléments de la Gendarmerie nationale et les services des Douanes au niveau des frontières. L'UGCAA attire aussi l'attention sur la vente de friandises qui ne répondent pas aux normes sanitaires et qui sont vendues dans les grandes villes du pays dont Alger, Sétif et Aïn-Témouchent. Sur les emballages,

explique M. Boulénouar, la composition des produits n'est pas précisée. Et ces friandises sont accompagnées de gadgets dangereux à manipuler, notamment pour les enfants.

L'autre préoccupation de l'UGCAA est la vente à la sauvette de cigarettes près des établissements scolaires. Une activité qui devrait être interdite, rappelle notre interlocuteur, soulignant que 25 à 30 % des élèves des CEM et lycées sont des fumeurs. Selon M. Boulénouar, 15 % de ces mêmes

vendeurs de cigarettes sont des dealers. «La situation est grave, les autorités locales doivent réagir au plus vite pour éviter que les enfants ne s'adonnent à la consommation de tabac et de drogue», avertit M. Boulénouar.

Il annoncera, en outre, que l'UGCAA organisera, le 15 octobre prochain, une journée d'étude consacrée à la question de la contrefaçon, un fléau qui tend à toucher de plus en plus de produits.

F.-Z. B.